SÉNAT

Session ordinaire de 1919.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 71^e SÉANCE1^{re} séance du mercredi 30 juillet.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.

2. — Dépôt, par M. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, au nom de M. le ministre des finances et au sien, portant création d'un emploi de directeur à l'administration centrale des beaux-arts. — Renvoi à la commission des finances. — N° 368.

Le 2^e, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement, de M. le ministre des finances et au sien, relatif à la création d'un office national des recherches scientifiques, industrielles et agricoles et des inventions. — Renvoi à la commission, nommée le 12 novembre 1912, pour l'examen de la proposition de loi relative à l'apprentissage et, pour avis, à la commission des finances. — N° 378.

3. — Dépôt, par M. Pams, ministre de l'intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1^o à ajourner les élections partielles, départementales et communales ; 2^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la 2^e série :

Lecture de l'exposé des motifs.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission départementale et communale, nommée le 14 juin 1910. — N° 369.

4. — Dépôt, par M. Lucien Hubert, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit de 5,300,000 francs pour l'assistance aux Français réfugiés de Russie. — N° 370.

5. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur le paiement des indemnités dues aux habitants des régions envahies à raison des réquisitions opérées par les autorités militaires françaises. — Renvoi à la commission des finances. — N° 371.

6. — Dépôt, par M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat aux finances, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine :

Lecture de l'exposé des motifs.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission des finances. — N° 372.

Dépôt, par M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat aux finances, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture, au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 ; 2^o autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics :

Lecture de l'exposé des motifs.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission des finances. — N° 373.

Dépôt, par M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat aux finances, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1920 :

Lecture de l'exposé des motifs.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission des finances. — N° 374.

7. — Dépôt, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils pour l'exercice 1919. — N° 375.

8. — Dépôt et lecture, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine. — N° 376.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des sept articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

9. — Dépôt par M. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de M. le ministre des finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifiques et enseignant du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts (service de l'instruction publique). — Renvoi à la commission des finances. — N° 377.

Dépôt, par M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat aux finances, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, au nom de M. le ministre des finances, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, d'un crédit supplémentaire de 36,850 fr. au titre de la 2^e section (beaux-arts). — Renvoi à la commission des finances. — N° 383.

Le 2^e, au nom de M. le ministre des finances, portant ouverture au ministre des finances et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exercice 1919. — Renvoi à la commission des finances. — N° 379.

10. — Dépôt et lecture, par M. Alexandre Bérard, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1920). — N° 380.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

11. — Dépôt et lecture, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1920. — N° 381.

Discussion immédiate prononcée.

Art. 1^{er}. — Adoption.

Art. 2 : MM. Milliès-Lacroix, rapporteur général, et Sergent, sous-secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Art. 3 à 11. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

12. — Dépôt et lecture, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 ; 2^o autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics :

Discussion immédiate prononcée.

Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, rapporteur général, et Sergent, sous-secrétaire d'Etat aux finances.

Art. 1^{er} à 7. — Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

13. — Dépôt et lecture, par M. Louis Martin, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1^o à ajourner les élections partielles, départementales et communales ; 2^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la 2^e série. — N° 384.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.

14. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 :

Déclaration de l'urgence.

Discussion générale : M. Savary, rapporteur.

Demande d'ajournement : MM. Dominique Delahaye et Savary, rapporteur. — Rejet.

Article unique.

Vote sur l'article. — Demande d'application du règlement sur le quorum. — Vote ajourné à la prochaine séance.

15. — Règlement de l'ordre du jour : M. Dominique Delahaye.

Fixation de la prochaine séance au même jour.

PRÉSIDENT DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Larère, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du jeudi 24 juillet.

Le procès-verbal est adopté.

2. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant création d'un emploi de directeur à l'administration centrale des beaux-arts.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement, de M. le ministre des finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la création d'un office national des recherches scientifiques, industrielles et agricoles et des inventions.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission, nommée le 12 novembre 1912, pour l'examen de la proposition de loi relative à l'apprentissage et, pour avis, à la commission des finances. (*Adhésion.*)

Il sera imprimé et distribué.

3. — DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI AJOURNANT DES ÉLECTIONS

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur pour le dépôt d'un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. Pams, ministre de l'intérieur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la

Chambre des députés, tendant: 1^o à ajourner les élections partielles, départementales et communales; 2^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la 2^e série.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre. Messieurs, le Gouvernement a présenté, le 12 mars 1919, à la Chambre des députés, un projet de loi tendant: 1^o à ajourner les élections partielles départementales et communales; 2^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la 2^e série.

La Chambre des députés a adopté ce projet dans sa séance du 23 juillet 1919 et nous avons l'honneur, aujourd'hui, de le soumettre à vos délibérations.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et qui a déjà été distribué au Sénat, en même temps que la Chambre des députés en était saisie.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence.
(L'urgence est déclarée.)

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission de l'organisation départementale et communale, nommée le 14 juin 1910. (*Adhésion.*)

Il sera imprimé et distribué.

4. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Hubert.

M. Lucien Hubert. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre des affaires étrangères, d'un crédit de 5,300,000 fr. pour l'assistance aux Français réfugiés de Russie.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

5. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante:

« Paris, le 30 juillet 1919.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 29 juillet 1919, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi sur le payement des indemnités dues aux habitants des régions envahies à raison des réquisitions opérées par les autorités militaires françaises.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition, dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,

« PAUL DESCHANEL. »

S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission des finances. (*Assentiment.*)

Elle sera imprimée et distribuée.

6. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances pour le dépôt d'un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine.

M. le président. Veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 4 juillet courant, un projet de loi (n^o 6452) portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine.

Ces crédits s'appliquent aux dépenses dont les ministères militaires ont pu poursuivre la liquidation postérieurement au 31 mars 1919, en vertu de la faculté conférée par l'article 4 de la loi du 31 décembre 1918.

Les suppléments de crédits sollicités dans ces conditions s'élevaient à 123,655,048 fr.; ils étaient compensés par des annulations jusqu'à concurrence de 118,304,000 fr. Par ailleurs, une demande d'ouverture de crédit de 80,000 fr. était présentée au titre du budget annexe du service des poudres et salpêtres.

La commission du budget, dans son rapport n^o 6520, a adopté sans modification les propositions du Gouvernement. Elle a, en outre, repris dans ce projet, en en modifiant le texte, un article disjoint par le Sénat du projet de loi de crédits provisoires afférents aux dépenses militaires du troisième trimestre de 1919, relatif aux cessions faites par la liquidation des stocks à des services de l'Etat dont les dépenses sont imputables sur les crédits ouverts au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils.

La Chambre des députés, dans sa 2^e séance du 24 juillet, a ratifié les décisions de sa commission du budget.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat aux finances pour le dépôt d'un projet de loi, pour lequel il demande également au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1^o ouverture, au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919; 2^o autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.

M. le président. Veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, le Gouvernement a déposé, le 22 juillet courant, sur le bureau de la Chambre des

Députés, un projet de loi (n^o 6547) ayant pour objet d'ouvrir, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, des crédits provisoires applicables au mois d'août, et d'autoriser, pendant le même mois, la perception des impôts et revenus publics.

Les crédits provisoires dont l'ouverture était sollicitée s'élevaient à la somme totale de 918,931,564 fr. pour le budget ordinaire et à 79,514,689 fr. pour les budgets annexes.

En dehors des articles de crédits, le projet ne contenait que des dispositions relatives aux autorisations réglementaires et des articles de style.

La commission du budget, appelée à examiner ce projet (Rapport n^o 6572), a adopté les propositions du Gouvernement. Elle a inséré toutefois dans le projet, à titre de disposition spéciale, un article de loi ayant pour objet de prescrire la production aux commissions financières d'une expédition du compte annuel que le directeur du mouvement général des fonds doit présenter à la commission chargée de la vérification des frais de service et de négociation du Trésor public ainsi que du procès-verbal des opérations de cette commission.

Dans sa deuxième séance du 29 juillet, la Chambre des députés a ratifié les décisions de sa commission, sauf en ce qui concerne l'article de loi susmentionné qu'elle a disjoint sur la proposition du Gouvernement.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le sous-secrétaire d'Etat aux finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1920.

Je demande au Sénat de bien vouloir déclarer l'urgence.

Voix nombreuses. Lisez! lisez!

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, le Gouvernement a présenté, le 15 juillet, à la Chambre des députés, un projet de loi relatif aux contributions directes de l'exercice 1920 (impositions départementales et communales).

Dans sa 2^e séance du 25 juillet 1919, la Chambre des députés a adopté ce projet en portant toutefois de 10 à 15 le maximum du nombre des centimes départementaux prévus à l'article 2, destinés à faire face à l'entretien des chemins vicinaux.

Cette mesure avait d'ailleurs recueilli l'adhésion du Gouvernement.

Nous n'avons rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les sénateurs en même temps qu'à MM. les députés.

M. le président. Je mets au voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

7. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils pour l'exercice 1919.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

M. le rapporteur général. J'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien fixer dès aujourd'hui à mercredi prochain la discussion du projet de budget. Le rapport pourrait être distribué à domicile dans la journée de dimanche.

M. le président. Au moment du règlement de l'ordre du jour, le Sénat sera appelé à fixer, s'il y a lieu, la date de la discussion des conclusions du rapport.

8. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE ET ANNULLATION DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1918

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. le rapporteur général. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, la loi du 31 décembre 1918 a, par son article 4, autorisé les ministères militaires à poursuivre, jusqu'au 31 juillet 1919, la liquidation des sommes dues aux créanciers de l'Etat au titre de l'exercice 1918.

Les crédits dont l'ouverture est demandée par le présent projet de loi sont destinés à faire face aux dépenses liquidées dans ces conditions.

Ces crédits s'élèvent ensemble à 123,655,048 francs. Des annulations sont en même temps proposées pour une somme de 118,304,000 fr., de telle sorte que la surcharge nette pour l'exercice 1918 est ramenée à 5,351,048 fr.

Les crédits applicables au département de la guerre s'élèvent à 56,912,595 fr., dont 14,831,930 fr. pour couvrir le dépassement résultant de la substitution de personnel civil aux militaires dans les établissements de l'intendance et les dépôts des corps de troupe, et 46,716,700 fr. pour les allocations aux militaires soutiens de famille.

Ceux qui concernent l'armement s'élèvent à 6,119,552 fr., dont 5,100,000 fr. pour les primes pour récupération de matériel.

Enfin ceux qui s'appliquent au département de la marine atteignent 60,622,901 fr. Sur cette somme, 9,808,831 fr. concernent les chapitres de solde et sont destinés à couvrir des insuffisances de crédits pour les améliorations de traitements. Le surplus concerne des dépenses de matériel.

La plus grosse part des annulations, soit 69 millions, porte sur les crédits de l'ar-

mement (bâtiments et moteurs : 11 millions; avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillage : 58 millions).

Le projet de loi comporte en outre une annulation de 80,000 fr., au titre du budget annexe des poudres.

La Chambre des députés n'a apporté, dans sa séance du 24 juillet courant, aucune modification aux propositions du Gouvernement en ce qui concerne les ouvertures et annulations de crédits; mais elle a introduit dans le projet de loi une disposition spéciale, relative à l'imputation du produit des cessions de la liquidation des stocks aux services de l'Etat dont les dépenses sont imputables sur les crédits des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils.

Votre commission des finances ne vous propose qu'une modification au projet de loi voté par la Chambre.

Entrant dans les vues de l'autre Assemblée, elle vous demande d'adopter le principe de la disposition spéciale relative à l'imputation du produit des cessions de la liquidation des stocks à certains départements ministériels, mais sous réserve de modifications de texte.

Nous donnons ci-après, chapitre par chapitre, des explications sur chacune des demandes d'ouverture et d'annulation de crédits, en faisant connaître au fur et à mesure les conclusions de votre commission des finances. Nous examinons ensuite la disposition spéciale qu'a votée la Chambre.

DÉPENSES MILITAIRES

OUVERTURE DE CRÉDITS

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.

Intérieur.

CHAPITRE 4. — Musée de l'armée.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,855 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,855 francs.

Sur cette somme, 1,125 fr. s'appliquent aux frais d'emballage des objets les plus précieux des collections qui ont dû être évacués en province.

D'autre part, 2,096 fr. sont destinés à couvrir la dépense résultant des aménagements nouveaux qui ont dû être effectués par le musée de l'armée pour réinstaller les bureaux et magasins qu'il a dû évacuer de l'établissement des Invalides.

Enfin, 5,634 fr. s'appliquent à l'organisation de deux grandes salles d'exposition, pour recevoir et présenter aux visites publiques les objets, armes et trophées provenant des armées et à conserver comme souvenirs de guerre.

CHAPITRE 11. — Frais de déplacement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 994,720 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 994,720 francs.

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses engagées à la fin de 1918 par nos agents diplomatiques à Rotterdam, à Stockholm, à Copenhague, à la Haye et à Folkestone, pour faciliter le rapatriement de prisonniers de guerre français internés en Allemagne ou en pays envahis.

CHAPITRE 30. — Personnel des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,831,930 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 14,831,930 fr.

L'insuffisance de crédits à couvrir provient de la substitution de personnel civil aux militaires dans les divers services.

Tout en proposant l'ouverture du crédit, la commission des finances insiste une fois de plus pour qu'une énergique compression soit effectuée sur un personnel surabondant et insuffisamment occupé. (*Très bien! très bien!*)

ALGÉRIE ET TUNISIE

CHAPITRE 56. — Service du recrutement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 18,100 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 18,100 fr.

Ce crédit est nécessaire pour le paiement des indemnités, dues pour l'année 1918, aux chaouchs chargés du recrutement des indigènes algériens et tunisiens.

CHAPITRE 57. — Allocations aux militaires soutiens de famille.

Crédit demandé par le Gouvernement, 40,716,700 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 40 millions 716,700 fr.

L'écart constaté entre les dépenses et les prévisions budgétaires, qui nécessite l'ouverture de ce supplément de crédit, provient principalement de l'intensité donnée, en 1918, au recrutement des indigènes par appel et par engagement volontaire et, par voie de conséquence, de l'admission d'un plus grand nombre de familles d'indigènes au bénéfice des allocations prévues par la loi du 5 août 1914.

2^e section. — Occupation militaire du Maroc.

CHAPITRE 110. — Etablissement de l'intendance. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 342,290 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 342,290 francs.

Comme pour le chapitre 30, ce supplément de crédit est motivé par la substitution de personnel civil aux militaires employés dans les établissements de l'intendance.

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

1^{re} section. — Armement et fabrications de guerre.

CHAPITRE 4 ter. — Dépenses techniques de la direction des inventions.

Crédit demandé par le Gouvernement, 119,552 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 119,552 francs.

Ce supplément de crédit est nécessité par la hausse des prix de la main-d'œuvre et des matières premières, qui a rendu les prévisions insuffisantes.

CHAPITRE 6. — Etablissements de l'artillerie. Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 900,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 900,000 francs.

Une décision ministérielle en date du 13 novembre 1918 a accordé aux femmes employées dans les établissements, lors de leur licenciement motivé par l'armistice, une indemnité d'un mois de salaire et le remboursement de leurs frais de voyage pour elles et leurs enfants, lorsqu'elles se retireraient dans une localité autre que celle dans laquelle elles travaillaient. Il en est résulté une dépense de 650,000 fr. pour laquelle aucun crédit n'était prévu.

Une autre dépense de 250,000 fr. provient de l'application de nouvelles règles pour le décompte de la rémunération des heures supplémentaires, en vue de placer le personnel des établissements du ministère de l'armement sous le même régime que celui des établissements de la guerre.

CHAPITRE 21 bis. — Primes pour récupération de matériel.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,100,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,100,000 francs.

D'après les derniers renseignements parvenus à l'administration centrale, le montant des primes pour récupération de matériel payées aux armées au cours de l'année 1918 s'élève à 10,433,727 fr., alors que les crédits ouverts au titre de ce chapitre ne sont que de 5,400,000 fr. Il apparaît ainsi une insuffisance de 5,100,000 fr. en nombre rond, qui nécessite l'ouverture d'un supplément de crédit d'égale somme.

Ministère de la marine.
CHAPITRE 1^{er} bis. — Indemnités et allocations diverses, travaux supplémentaires du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,300 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,300 francs.

L'insuffisance à couvrir provient des travaux supplémentaires qu'on a dû faire effectuer en dehors des heures normales de bureau, pour remédier au retard intervenu dans l'expédition des affaires à la suite de l'épidémie de grippe qui a sévi dans les derniers mois de l'année.

CHAPITRE 3. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 140,570 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 140,570 fr.

Ce supplément de crédit se justifie comme suit :

Accroissement des prix des fournitures de bureau..... 72.445

Augmentation du prix du charbon..... 30.820

Complément de mobilier à différents services qui, au cours de l'année 1918, ont pris une grande extension, comme la direction générale de la guerre sous-marine..... 13.490

Construction d'une cabine pour

la mise en sécurité de l'essence destinée aux automobiles du ministère..... 1.140

Extension des communications téléphoniques en vue de l'accélération des affaires..... 12.183

Enfin, frais de pavoiement et d'illumination du ministère à l'occasion des visites de chefs d'Etat alliés..... 10.492

Total égal..... 140.570

CHAPITRE 4. — Impressions. — Livres et reliures. — Archives.

Crédit demandé par le Gouvernement, 152,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 152,000 francs.

Le déficit à couvrir provient, pour la plus grande partie, de l'augmentation du coût du papier et des travaux d'impression.

D'autre part, les besoins des services militaires ont été de beaucoup supérieurs aux prévisions, bien que des efforts sérieux aient été faits pour économiser les imprimés et supprimer les formules inutiles.

CHAPITRE 11. — Traitements de table. — Frais de réception des autorités étrangères à l'occasion de fêtes et missions officielles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 226,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 226,000 francs.

L'insuffisance à couvrir provient, d'une part, de ce qu'au cours du deuxième semestre de 1918, la militarisation d'un certain nombre de bâtiments du commerce a eu pour effet d'augmenter le nombre des officiers embarqués.

En outre, à partir du mois d'août, le traitement de table des bâtiments séjournant dans les eaux russes a dû être relevé et porté à deux fois et demie le taux des indemnités réglementaires, par suite de l'extrême cherté des denrées dans les parages fréquentés par ces bâtiments.

CHAPITRE 12. — Justice maritime. — Police et surveillance des côtes, ports et établissements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 21,500 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 21,500 francs.

Ce supplément de crédit est nécessité par le relèvement, à partir du 1^{er} avril 1918, des tarifs des heures supplémentaires faites par les agents techniques et les agents civils (commis, écrivains, commis auxiliaires et gardiens de bureau), les tarifs pratiqués jusqu'alors ne correspondant plus à l'effort considérable demandé à ces agents.

CHAPITRE 14. — Personnel du service de l'intendance maritime.

Crédit demandé par le Gouvernement, 15,907 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 15,907 francs.

Ce crédit est nécessaire pour assurer le rappel aux agents techniques des subsistances et des approvisionnements de la flotte de l'augmentation du tarif des heures de travail supplémentaire. (Voir les explications fournies sous le chapitre 12.)

CHAPITRE 15. — Service des subsistances, de l'habillement et du casernement. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 46,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 46,000 francs.

Ce supplément de crédit est motivé par les délivrances de pain qui ont été faites à des travailleurs coloniaux, à des prisonniers de guerre et à des troupes ne relevant pas de la marine.

CHAPITRE 17. — Service de l'habillement et du casernement. — Matières.

Crédit demandé par le Gouvernement, 11,740,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 11,740,000 francs.

L'excédent de dépenses en vue duquel ce crédit est demandé s'explique comme suit :

Habillement. — Accroissement, par suite des engagements volontaires, du nombre des hommes arrivés au service à qui le premier sac d'effets a dû être délivré..... 3.110.000

Hausse des articles d'habillement..... 3.758.000

Remboursement du prix des masques contre les gaz asphyxiants demandés en cession au département de la guerre et achats de vêtements spéciaux pour les unités envoyées dans les pays froids..... 886.000

Casernement. — Création et développement, au cours de l'année 1918, des services installés à terre..... 3.818.000

Augmentation des frais de bureau..... 96.000

Immeubles. — Accroissement des frais d'entretien..... 25.000

Frais de transport..... 17.000

Total égal au crédit demandé, 11.740.000

CHAPITRE 18. — Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 356,500 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 356,500 francs.

Afin de réduire au minimum le séjour dans les ports des navires affectés au ravitaillement en matériel et, notamment, en charbon de navigation et en combustibles liquides, le département de la marine a dû faire appel à une main-d'œuvre importante, d'où l'insuffisance à couvrir au titre de ce chapitre.

CHAPITRE 22. — Services des hôpitaux. Matières.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,100,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,100,000 francs.

Le supplément de crédit demandé provient, pour 4,292,135 fr., de l'augmentation du prix de revient de la journée de traitement dans les hôpitaux; pour 668,000 fr., de l'accroissement des frais de traitement du personnel de la marine dans les hôpitaux de la guerre; enfin, pour le surplus, soit 139,865 fr., de la hausse qui a frappé tous les articles du matériel nécessaire aux services médicaux en dehors des hôpitaux.

CHAPITRE 23. — Personnel du service des constructions navales.

Crédit demandé par le Gouvernement, 277,200 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 277,200 fr.

Le dépassement qui apparaît sur ce chapitre résulte, pour 212,000 fr., de l'insuffisance des prévisions pour les suppléments temporaires de traitement, indemnités exceptionnelles du temps de guerre et indemnités pour charges de famille ; et, pour le surplus, soit 65,200 fr., du rappel au personnel des agents techniques de bureau de l'augmentation du tarif des heures supplémentaires. (Voir les explications fournies sous le chapitre 12.)

CHAPITRE 25. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières.

Crédit demandé par le Gouvernement, 19 millions.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 19 millions.

Le dépassement qui apparaît sur le présent chapitre résulte du jeu des cessions reçues des ministères de la guerre et de l'armement et des cessions faites par la marine à ces deux départements.

Le concours des arsenaux de la marine pour les fabrications de la guerre et de l'armement, en 1918, et surtout depuis l'armistice, a été plus réduit qu'il n'avait été escompté.

CHAPITRE 27. — Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14 millions.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 14 millions.

Le dépassement à couvrir par le crédit supplémentaire demandé provient, pour une part, de l'insuffisance des prévisions ; mais il est dû aussi et principalement à la répartition des dépenses afférentes aux fournitures d'emploi commun commandées à l'étranger. Ces dépenses ne peuvent recevoir leur imputation définitive qu'après l'arrivée des fournitures et leur prise en charge par les services destinataires, opération qui intervient assez longtemps après la livraison et le paiement à l'étranger, en raison des retards causés par l'insuffisance des moyens de transport.

La répartition de ces fournitures entre les chapitres d'entretien, de constructions neuves et de l'outillage a mis à la charge du chapitre 27 une part proportionnelle supérieure à celle qui avait été prévue.

Par contre et pour les mêmes motifs, les chapitres 44, 46 et 47 présentent les disponibilités dont l'annulation est posée plus loin.

CHAPITRE 28. — Personnel du service de l'artillerie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,912 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 14,912 fr.

Ce crédit correspond à l'augmentation du tarif des heures supplémentaires en ce qui concerne les agents techniques des bureaux de l'artillerie. (Voir les explications fournies sous le chapitre 12.)

CHAPITRE 35. — Ouvrages maritimes. — Voirie et immeubles administrés par le

service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 650,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 650,000 francs.

Le dépassement qui existe sur le présent chapitre est dû aux motifs ci-après :

Hausse des prix des matériaux et de la main-d'œuvre..... 150.000

Excédent des dépenses afférentes à la fourniture d'eau aux bâtiments et aux arsenaux, notamment à Toulon qui servait de base à l'armée d'Orient..... 173.000

Relèvements de salaires accordés aux ouvriers en régie et aux ouvriers des différents ports à compter du 1^{er} juillet 1918 (indemnité exceptionnelle par journée de travail et indemnité supplémentaire pour charges de famille prévue par la loi du 14 novembre 1918)..... 207.000

Le taux de ces indemnités variables suivant les localités a été fixé après une enquête dont les résultats ont été acquis trop tardivement pour que le relèvement de crédit correspondant ait pu être demandé au titre des crédits additionnels du quatrième trimestre de 1918.

Règlement des indemnités de réquisition de terrains et immeubles pour les besoins généraux de la marine (aéronautique non comprise)..... 110.000

Enfin, insuffisance des crédits pour abonnements et communications téléphoniques..... 10.000

Total égal au crédit demandé. 650.000

CHAPITRE 36. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution.

Crédit demandé par le Gouvernement, 476,122 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 476,122 fr.

Ce supplément de crédit se décompose comme suit :

Relèvement du taux de la rémunération des heures supplémentaires (voir les explications présentées sous le chapitre 12)..... 266.981

Supplément de dépense résultant de l'accroissement du personnel auxiliaire..... 90.000

Maintien au service d'officiers d'administration et de commis principaux retraités..... 28.368

Insuffisance des prévisions relatives à la solde des commis..... 12.173

Augmentation du nombre des heures supplémentaires faites par les commis..... 93.600

Total..... 496.122

A déduire, à raison de l'existence d'une disponibilité d'égale somme sur le crédit afférent à la solde des écrivains..... 20.000

Reste..... 476.122

CHAPITRE 38 bis. — Allocations diverses aux personnels technique et ouvrier des arsenaux et établissements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,258,890 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5 millions 258,890 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses suivantes :

Rappel aux agents techniques des travaux des divers services de l'augmentation du tarif des heures supplémentaires. (Voir les explications fournies sous le chapitre 12.)..... 558.890

Concession de congés payés à l'occasion de l'armistice et des visites des chefs d'Etat alliés... 4.700.000

Total égal au crédit demandé. 5.258.890

Des annulations sont d'ailleurs présentées, d'autre part, au titre des chapitres de salaires, à raison de 2.900,000 fr. sur le chapitre 26 et de 800,000 fr. sur le chapitre 43, soit au total : 3,700,000 fr.

L'administration fait connaître, en outre, qu'une annulation importante sur le chapitre 24 (Constructions navales. — Service général. — Salaires), pourra sans doute être proposée ultérieurement, lorsque les cessions consenties par ce chapitre lui auront été remboursées.

CHAPITRE 38 quater. — Dépenses diverses à l'extérieur. — Frais de communications télégraphiques. — Dépenses diverses spéciales au temps de guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 784,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 784,000 francs.

Ce supplément de crédit est motivé par les raisons suivantes :

Dépassement sur les dépenses diverses à l'extérieur, résultant principalement des frais de télégrammes et des dépenses imprévues faites pour l'installation d'un camp de réfugiés à Dikélia (Chypre)... 650.000

Insuffisance des prévisions relatives à la dépense des dépêches télégraphiques expédiées de France à l'extérieur et soumises à la taxe. 64.000

Enfin insuffisance du crédit de 100,000 fr. accordé pour la solde des officiers étrangers qui ont été admis à servir dans la marine française pour la durée de la guerre..... 70.000

Total égal au crédit demandé. 784.000

CHAPITRE 39. — Allocations aux soutiens de famille.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1 million de francs.

Ce crédit correspond à l'augmentation du nombre des parties prenantes au cours de l'année 1918 et au relèvement du taux des allocations résultant de l'application de la loi du 15 novembre 1918.

CHAPITRE 40. — Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve.

Crédit demandé par le Gouvernement, 11,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 11,000 francs.

Le déficit auquel ce crédit a pour objet de faire face provient du nombre relativement peu élevé des extinctions au cours de l'année 1918.

CHAPITRE 41 ter. — Indemnités exceptionnelles du temps de guerre et suppléments du temps de guerre pour charges de famille.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,350,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,350,000 francs.

L'insuffisance à couvrir provient de ce que les suppléments pour charges de famille ont dépassé les prévisions.

ANNULATION DE CRÉDITS

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Intérieur.

CHAPITRE 3 bis. — Imprimés.

Annulation demandée par le Gouvernement, 2,684,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 2,684,000 fr.

Il n'a pu être utilisé en 1918 qu'une partie du crédit de 3,534,940 fr. qui avait été demandé en vue des modifications à apporter aux livrets individuels des mobilisés et aux registres matricules, pour assurer, dans de meilleures conditions, l'identification des hommes sous les drapeaux.

Le département de la guerre demande, en conséquence, que le crédit de 2,684,000 fr. resté disponible soit annulé sur l'exercice 1918, en prévision de sa réouverture ultérieure sur l'exercice 1919, pour permettre de continuer pendant cette année les travaux d'identification.

CHAPITRE 41 bis. — Dérasement partiel des fortifications de Bayonne, 67,989 fr. 15.

ALGÉRIE ET TUNISIE

CHAPITRE 81 bis. — Réorganisation des établissements militaires en Algérie, 53,440 francs 11.

CHAPITRE 81. — Dérasement partiel des fortifications d'Alger.

Annulation demandée par le Gouvernement, 40,518 fr. 58.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 40,518 fr. 58.

Il s'agit d'opérations d'ordre concernant des crédits gagés par des ressources spéciales déjà réalisées par le Trésor. Les sommes dont on propose l'annulation sont égales au montant des crédits restés disponibles sur l'exercice 1918 et dont la réouverture au titre de l'exercice 1919 a été opérée par la loi du 30 juin dernier.

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

1^{re} section. — *Armement et fabrications de guerre.*

CHAPITRE 11. — Bâtiments et moteurs.

Annulation demandée par le Gouvernement, 11 millions.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 11 millions.

Cette somme est restée disponible par suite de la non-exécution de divers travaux entrepris dans les établissements constructeurs de l'artillerie, pour lesquels des crédits avaient été ouverts sur l'exercice 1918 et dont l'achèvement s'est trouvé reporté à 1919.

CHAPITRE 14. — Avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillage.

Annulation demandée par le Gouvernement, 58 millions.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 58 millions.

Cette somme est restée disponible par suite de la non-exécution de divers travaux pour lesquels des crédits avaient été ouverts sur l'exercice 1918, mais qui n'ont pu être terminés au cours de ladite année.

La présente annulation forme, à concurrence de 47 millions, la contre-partie du crédit additionnel ouvert sur l'exercice 1919 par la loi du 30 juin 1919.

L'annulation correspondante au titre du chapitre 11 (Achats de terrains. — Bâtiments. — Outillage et machines. — Dépenses exceptionnelles) du budget annexe du service des poudres et salpêtres, a déjà été réalisée par une autre loi du 30 juin 1919 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1918.

Ministère de la marine.

CHAPITRE 26. — Constructions navales. —

Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires.

Annulation demandée par le Gouvernement, 2,900,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 2,900,000 fr.

Cette annulation forme la contre-partie partielle de l'ouverture de crédits demandée au titre 1^{er}, chapitre 38 bis. (Voir les explications fournies sous ce chapitre.)

CHAPITRE 42. — Approvisionnement divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage.

Annulation demandée par le Gouvernement, 300,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 300,000 fr.

Cette somme est restée disponible sur la dotation affectée, en 1918, aux travaux d'installation d'un magasin frigorifique à Toulon et dont la continuation s'est trouvée reportée à 1919.

Son annulation forme, à concurrence de 210,000 fr., la contre-partie d'une ouverture effectuée au titre du deuxième trimestre de 1919, en vue de l'achèvement des travaux dont il s'agit.

CHAPITRE 43. — Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires.

Annulation demandée par le Gouvernement, 800,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 800,000 fr.

Cette annulation forme la contre-partie partielle de l'ouverture de crédits demandée au titre du chapitre 38 bis. (Voir les explications fournies sous ce chapitre.)

CHAPITRE 44. — Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières.

Annulation demandée par le Gouvernement, 7 millions de francs.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 7 millions de francs.

La situation du chapitre accuse un dispo-

nible de 10 millions de francs, qui provient principalement de la répartition des dépenses afférentes aux fournitures achetées à l'étranger.

Au moment de leur livraison, l'imputation des dépenses de cette nature n'est faite qu'à titre provisoire. Les imputations définitives n'interviennent qu'au moment de la prise en charge par les services destinataires.

Une part importante des matières d'emploi commun achetées en 1918 a été ainsi réimputée des chapitres 44, 46 et 47 au chapitre 27. (Voir explications fournies au titre de la demande de crédits de 14 millions de francs sur ce dernier chapitre.)

Pour parer aux rectifications qui pourront se produire dans la liquidation des dépenses restant à régulariser, le département de la marine propose toutefois de réserver une partie du disponible de 10 millions de francs mentionné ci-dessus et ne demande qu'une annulation de 7 millions de francs.

CHAPITRE 45. — Constructions navales. — Constructions par l'industrie. — Achats.

Annulation demandée par le Gouvernement, 27,620,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 27,620,000 fr.

Par suite de retards qui se sont produits dans l'exécution des commandes à l'industrie, il reste disponible sur ce chapitre une somme de 22 millions.

En outre, le cargo roumain *Dunareea*, dont l'acquisition pour la somme de 5,620,000 fr. avait été escomptée au titre de 1910, ne pourra être payé que sur les crédits de l'exercice 1919.

On propose, en conséquence, d'annuler sur l'exercice 1918, une somme de (22 millions + 5,620,000) 27,620,000 fr.

CHAPITRE 46. — Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements. — Torpilles et mines.

Annulation demandée par le Gouvernement, 3 millions.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 3 millions.

Le chapitre présente un disponible d'environ 4 millions de francs, résultant de la répartition finale entre les différents chapitres des dépenses afférentes aux fournitures achetées à l'étranger. (Voir les explications fournies à l'appui de la proposition d'annulation sur le chapitre 44.)

L'amirauté britannique n'ayant pas encore réclamé le remboursement de très importantes cessions de câbles d'acier pour filets de barrage et le prix exact de cession n'étant pas encore connu, on a réservé sur le disponible une somme de 1 million. En conséquence, l'annulation proposée n'est que de 3 millions.

CHAPITRE 47. — Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers.

Annulation demandée par le Gouvernement, 5 millions.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 5 millions.

La répartition entre les différents chapitres de fournitures provenant de l'étranger et, d'autre part, les retards survenus dans la livraison de certaines fournitures ou l'exécution de certains travaux laissent sur ce chapitre un disponible de 6,300,000 francs, somme sur laquelle on propose une

annulation de 5 millions, le surplus étant réservé pour parer à toute éventualité.

Service des poudres et salpêtres.

CHAPITRE 3. — Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres.

Crédit demandé par le Gouvernement, 80,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 80,000 francs.

Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses résultant de l'attribution, au personnel militaire du service des poudres, de l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre accordée par la loi du 19 décembre 1918 aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle.

Aucun crédit n'avait été ouvert pour cet objet au budget annexe du service des poudres et salpêtres.

La disposition spéciale votée par la Chambre des députés était ainsi conçue :

« Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 avril 1919, en cas de cessions par la liquidation des stocks à des services de l'Etat dont les dépenses sont imputables sur les crédits des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils, le montant des cessions ne sera pas encaissé parmi les recettes du budget ordinaire au titre des produits et revenus du domaine de l'Etat. Une somme égale au montant des cessions sera législativement annulée aux chapitres qui en auront bénéficié.

« La disposition ci-dessus aura son effet à compter de la date à laquelle ont commencé les opérations de la liquidation des stocks. »

Cet article a pour objet d'empêcher que les recettes du budget ordinaire se trouvent enflées par des imputations de ressources d'emprunt, les crédits des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils étant uniquement gagées par l'emprunt.

Il n'est pas sans soulever d'objections, car il aurait pour conséquence de réduire les crédits législatifs des ministères acquéreurs et de faire disparaître les dépenses réellement faites par ces départements.

Pour les motifs qui précèdent, et sous le bénéfice des observations présentées au cours de ce rapport, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi sur lequel vous êtes appelés à délibérer. (*Très bien ! très bien !*)

Entrant dans les vues de la Chambre des députés, nous vous proposons de décider que le produit des cessions faites par la liquidation des stocks aux services de l'Etat dont les dépenses sont imputables sur les crédits des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils, ne seront pas compris parmi les recettes du budget ordinaire. Mais nous n'acceptons pas qu'une somme égale au montant de ces cessions soit annulée aux chapitres qui en auront bénéficié.

Le produit des dites cessions devra être inscrit à un compte de trésorerie pour venir en atténuation des découverts du Trésor.

Nous vous proposons en même temps de prescrire, pour qu'il soit permis de suivre l'ensemble des opérations du service de la liquidation des stocks, que le produit des cessions précitées devra figurer en annexe dans les situations mensuelles du recouvrement des contributions, produits et revenus publics, publiés au *Journal officiel*.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres dont voici les noms : MM. de Selves, Peytral, Bérard, Hubert,

Millès-Lacroix, Cornet, Amic, Morel, Doumer, Beauvisage, Maurice Faure, Chéron, Lintilhac, Lhôte, Couyba, Chapuis, Lébert, Goy, Milliard et Fleury.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article 1^{er}.

TITRE I^{er}

SERVICES DE LA GUERRE, DE L'ARMEMENT ET DE LA MARINE

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi du 28 février 1919 et par des lois spéciales, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exercice 1918, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 123,653,048 francs.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 4. — Musée de l'armée, 8,855 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Frais de déplacements, 994,720 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Personnel des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts, 11,831,950 fr. » — (Adopté.)

Algérie et Tunisie.

« Chap. 56. — Service du recrutement, 18,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 57. — Allocations aux militaires soutiens de famille, 40,716,700 fr. » — (Adopté.) »

2^e section. — Occupation militaire du Maroc.

3^e partie. — Service généraux des ministères.

Titre 1^{er}. — Troupes métropolitaines et formations indigènes mixtes.

« Chap. 110. — Etablissements de l'intendance. — Personnel, 342,290 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

1^{re} section. — Armement et fabrications de guerre.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 4 ter. — Dépenses techniques de la direction des inventions, 119,552 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Etablissements de l'artillerie. — Personnel, 900,000 fr. » — (Adopté.)

Divers.

« Chap. 24 bis. — Primes pour récupération du matériel, 5,100,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la marine.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Titre 1^{er}. — Frais généraux d'administration. Entretien de la marine militaire.

« Chap. 1^{er} bis. — Indemnités et allocations diverses, travaux supplémentaires du personnel de l'administration centrale, 2,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 140,570 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Impressions. — Livres et reliures. — Archives, 152,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Traitements de table. — Frais de réception des autorités étrangères à l'occasion des fêtes et missions officielles 226,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Justice maritime. — Police et surveillance des côtes, ports et établissements, 21,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Personnel du service de l'intendance maritime, 15,907 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Service des subsistances, de l'habillement et du casernement. — Salaires, 46,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Service de l'habillement et du casernement. — Matières, 11,740,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires, 356,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Service des hôpitaux. — Matières, 5,100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Personnel du service des constructions navales, 277,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières, 19 millions. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Matières, 14 millions. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Personnel du service de l'artillerie, 14,912 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Ouvrages maritimes, voirie et immeubles administrés par le service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses indivises, 650,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution, 476,122 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 38 bis. — Allocations diverses aux personnels technique et ouvrier des arsenaux et établissements, 5,258,890 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38 quater. — Dépenses diverses à l'étranger. — Frais de communications télégraphiques. — Dépenses diverses spéciales au temps de guerre, 784,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Allocations aux soutiens de famille, 1 million. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve, 11,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41 bis. — Indemnités exceptionnelles du temps de guerre et suppléments du temps de guerre pour charges de famille, 1,350,000 fr. » — (Adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.
L'article 1^{er} est adopté.

M. le président. « Art. 2. — Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi du 28 février 1919 et par des lois spéciales, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exer-

eice 1918, une somme de 118,304,000 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état B :

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

3^e partie. — *Services généraux des ministères.*

Intérieur.

« Chap. 3 bis. — Imprimés, 2,684,000 fr. »

Ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

1^{re} section. — *Armement et fabrications de guerre.*

3^e partie. — *Services généraux des ministères.*

Intérieur.

« Chap. 11. — Bâtiments et moteurs, 11 millions. »

« Chap. 14. — Avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillage, 58 millions. »

Ministère de la marine.

3^e partie. — *Services généraux des ministères.*

Titre I^{er}. — *Frais généraux d'administration. Entretien de la marine militaire.*

« Chap. 26. — Constructions navales — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires, 2,900,000 fr. »

Titre II. — *Travaux neufs. — Approvisionnement de guerre.*

« Chap. 42. — Approvisionnements divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage, 300,000 fr. »

« Chap. 43. — Constructions navales. — Constructions neuves. — Salaires, 800,000 francs. »

« Chap. 44. — Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières, 7 millions. »

« Chap. 45. — Constructions navales. — Constructions neuves par l'industrie. — Achats, 27,620,000 fr. »

« Chap. 46. — Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements. — Torpilles et mines, 3 millions. »

« Chap. 47. — Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers, 5 millions. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2. (L'article 2 est adopté.)

M. le président. « Art. 3. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 4 bis de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1918 (Dérasement partiel des fortifications de Bayonne), une somme de 67,989 fr. 15 est et demeure annulée. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 81 bis de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1918 (Réorganisation des établissements militaires en Algérie), une somme de 53,440 fr. 41 est et demeure annulée. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 81 ter de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1918 (Dérasement partiel des fortifications d'Alger), une somme

de 40,518 fr. 58 est et demeure annulée. » — (Adopté.)

TITRE II

SERVICE DES POWDRES ET SALPÊTRES

« Art. 6. — Il est ouvert au ministre de la reconstitution industrielle, au titre de l'exercice 1918, en addition aux crédits alloués par la loi du 28 février 1919 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de 80,000 fr. applicable au chapitre 3: Personnel du cadre du service des poudres et salpêtres. » — (Adopté.)

TITRE III

DISPOSITIONS SPÉCIALES

« Art. 7. — Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 avril 1919, en cas de cession par la liquidation des stocks à des services de l'Etat dont les dépenses sont imputables sur les crédits des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils, le montant des cessions ne sera pas compris parmi les recettes du budget ordinaire au titre des produits et revenus du domaine de l'Etat. Inscription en sera faite à un compte de trésorerie pour venir en atténuation des découverts du Trésor. Leur montant figurera en annexe dans les situations mensuelles du recouvrement des contributions, produits et revenus dont la perception est autorisée par les lois de finances. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du scrutin.

Nombre de votants.....	221
Majorité absolue.....	111
Pour.....	221

Le Sénat a adopté.

9. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. Lafferre, ministre de l'instruction publique. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts (service de l'instruction publique).

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances. Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances.

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, d'un crédit supplémentaire de 33,850 francs au titre de la deuxième section

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés portant ouverture au ministre des finances et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exercice 1919.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

10. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT RÉPARTITION DU FONDS DE SUBVENTIONS DES DÉPARTEMENTS

M. le président. La parole est à M. Bérard, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Alexandre Bérard, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1920).

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi relatif à la répartition du fonds de subvention aux départements tel qu'il vous est proposé par le Gouvernement. Les chiffres proposés sont identiques à ceux des années précédentes.

Une seule réflexion : pour le budget de 1920, il sera peut-être bon de revoir cette répartition, la situation des divers départements ayant pu se modifier avec les transformations économiques qui se sont produites dans le pays.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate signée de vingt de nos collègues dont voici les noms :

MM. Peytral, de Selves, Milliès-Lacroix, Cornet, Amic, Hubert, Bérard, Morel, Maurice-Faure, Doumer, Beauvisage, Lintilhac, Chapuis, Goy, Milliard, Chéron, Lebert, Couyba, Fleury et Lhopiteau.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale? ...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition? ...

Je donne lecture de l'article unique.

« Article unique. — La répartition du fonds de subvention affecté par l'article 58, paragraphe 9, de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 30 juin 1907, aux dépenses des départements qui, à raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1920, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Je donne lecture de cet état :

Répartition du fonds de subvention.

(Exercice 1920.)

DÉPARTEMENTS	ALLOCATIONS
	francs.
Ain.....	100.400
Allier.....	41.600
Alpes (Basses-).....	171.600
Alpes (Hautes-).....	160.600
Alpes-Maritimes.....	151.700
Ardèche.....	157.200
Ariège.....	131.600
Aube.....	22.000
Aveyron.....	81.500
Cantal.....	80.700
Cher.....	107.600
Corrèze.....	110.600
Corse.....	237.800
Côtes-du-Nord.....	26.600
Creuse.....	120.600
Dordogne.....	24.000
Drôme.....	42.800
Finistère.....	30.400
Gers.....	4.000
Ille-et-Vilaine.....	4.000
Indre.....	117.600
Indre-et-Loire.....	5.600
Jura.....	7.600
Landes.....	147.600
Loir-et-Cher.....	55.400
Loire (Haute-).....	53.700
Lot.....	53.700
Lozère.....	150.600
Marne (Haute-).....	7.600
Mayenne.....	33.800
Meurthe-et-Moselle.....	3.200
Meuse.....	23.600
Morbihan.....	23.600
Nievre.....	44.600
Puy-de-Dôme.....	12.000
Pyrénées (Basses-).....	85.100
Pyrénées (Hautes-).....	81.700
Pyrénées-Orientales.....	93.700
Territoire de Belfort.....	6.000
Saône (Haute-).....	14.000
Savoie.....	211.700
Savoie (Haute-).....	244.700
Sèvres (Deux-).....	31.100
Tarn.....	23.600
Var.....	35.600
Vaucluse.....	89.700
Vendée.....	26.600
Vienne.....	58.100
Vienne (Haute-).....	80.700
Vosges.....	43.600
Yonne.....	5.600
Total.....	3.682.000

Je mets aux voix l'article unique.
(Le projet de loi est adopté.)

11. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LES IMPOSITIONS DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

M. le président. La parole est à **M. le rapporteur général**, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1920.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, le projet de loi relatif aux contributions directes de l'exercice 1920 revêt une forme très simple.

plifiée. Tenant compte en effet des observations que votre commission des finances avait présentées dans ses rapports sur les projets de loi des contributions directes des exercices 1918 et 1919, le Gouvernement a éliminé de la loi spéciale des contributions directes toutes les dispositions qu'a rendues inutiles la transformation profonde de notre système d'impôts directs.

Le présent projet de loi ne comprend plus que les articles relatifs à l'imposition des centimes additionnels au profit des départements et des communes et une disposition tendant à fixer le taux de la taxe destinée à alimenter le fonds de prévoyance des blessés de la guerre.

La Chambre des députés, dans sa 2^e séance du 25 juillet courant, n'a apporté au projet du Gouvernement qu'une modification concernant l'article 2, relatif au maximum des centimes ordinaires spéciaux que les conseils généraux sont autorisés à voter pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux. Elle a porté, d'accord avec le Gouvernement, ce maximum de 10 à 15 centimes, en raison des dépenses considérables que nécessiteront les travaux d'entretien et de réfection des chemins vicinaux.

Les onze premiers articles du projet de loi, qui fixent les centimes que les assemblées locales sont autorisées à voter, sont l'exacte reproduction, sauf la modification que nous venons de signaler à l'article 2, des articles 5 à 15 de la loi des contributions directes de 1919 et n'appellent aucune observation.

L'article 12 dispose que les centimes pour frais d'assiette et non-valeurs sur le montant des impositions départementales et communales, ainsi que les centimes pour frais de perception des impositions communales et des impositions pour frais de bourses et de chambres de commerce, continueront à être perçus, pour 1920, d'après les quotités fixées par les lois antérieures.

Cette disposition ne figurait pas dans les lois spéciales des contributions directes précédentes, parce que les centimes qui y sont visés étaient portés à l'état législatif qui était annexé à ces lois et qui donnait le détail des contributions directes à imposer au profit de l'Etat.

L'article 11 autorise, pour 1920, l'émission et la mise en recouvrement des rôles de prestations pour chemins vicinaux et ruraux, ainsi que des rôles spéciaux de la taxe vicinale. Cette autorisation est, en effet, dès maintenant nécessaire, de façon à permettre aux contribuables de faire connaître s'ils entendent s'acquitter de leur contribution en nature ou en espèces, et aux administrations locales de prendre les dispositions utiles en vue de l'exécution des travaux de voirie.

Enfin l'article 14 et dernier du projet de loi fixe la taxe à percevoir pour alimenter le fonds spécial de prévoyance, dit des « Blessés de la guerre », institué par la loi du 25 novembre 1916 relative aux mutilés victimes d'accidents du travail.

On sait que cette loi a été votée pour empêcher une discrimination possible à l'encontre des ouvriers mutilés de la guerre.

S'ils sont, en effet, victimes d'un accident du travail, les conséquences de cet accident peuvent être aggravées du fait de la mutilation antérieure de guerre; le fonds de prévoyance prend à sa charge les conséquences possibles de cette mutilation.

La loi du 25 novembre 1916 spécifie que le « fonds spécial de prévoyance sera alimenté par une contribution des employeurs et des organismes d'assurances, dont le taux sera fixé chaque année par la loi de finances. » D'après la même loi, cette contribution doit être établie :

1^o En ce qui concerne les diverses catégories d'employeurs, suivant les modalités adoptées pour la fixation des taxes pour « fonds de garantie » ;

2^o En ce qui concerne les organismes d'assurances, suivant les règles applicables à la détermination des frais de contrôle et de surveillance, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905.

Pour 1917 et 1918, premières années de l'application de la loi, les taux de la contribution à la charge des employeurs, ont été fixés, d'une façon nécessairement approximative, au tiers du montant des centimes pour fonds de garantie. Cette fixation arbitraire apparut bien vite comme supérieure aux besoins.

Les recettes réalisées au titre du fonds spécial pour 1917 s'élevèrent à 574,057 fr. Les dépenses atteignirent 42,577 fr. seulement. Ces résultats, consignés dans le rapport du ministre du travail du 13 juin 1918 permirent de réduire le taux de perception à prévoir dans la loi des contributions directes de 1919.

Les résultats de l'exercice 1918, publiés dans un rapport du 12 juin 1919, accusent une situation qui permet de réduire à nouveau le taux des perceptions. Les recettes — 920,663 fr. — ont excédé les dépenses — 117,476 fr. — de 803,187 fr., qui, ajoutés au solde de l'exercice précédent, 531,480 fr., portent à 1,334,667 fr. l'actif du fonds de prévoyance.

Le Gouvernement propose, en conséquence, une nouvelle réduction du taux de la contribution à la charge des employeurs.

Le tableau ci-dessous donne la comparaison des taux de perception successivement admis pour 1917, 1918 et 1919 et proposés pour 1920.

TAUX	EXPLOITATIONS VISÉES		MINES (par hectare concédé).
	par la loi du 9 avril 1898.	par la loi du 12 avril 1906.	
	fr. c.	fr. c.	
Taux de la contribution fixée.....			
pour 1917.....	0 01	0 004	0 012333
pour 1918.....	0 01	0 004	0 012333
pour 1919.....	0 002	0 001	0 023
Taux proposé pour 1920.....	0 0013	0 0005	0 0016

Les nouveaux chiffres paraissent suffisamment élevés pour couvrir largement les dépenses à prévoir en 1920.

Il ne semble pas que le Gouvernement se soit préoccupé jusqu'ici de compléter la

réforme des impôts directs d'Etat par celle des impôts directs perçus au profit des départements et des communes.

Ces derniers, qui consistent en des centimes additionnels aux principaux fictifs

des anciennes contributions directes, ne peuvent, en toute logique, être plus longtemps maintenus sous cette forme.

La commission des finances insiste auprès du Gouvernement pour qu'il présente, dans le plus bref délai, un projet de loi mettant fin au régime provisoire sous lequel sont actuellement placées les contributions directes départementales et communales. (Très bien! très bien!)

Sous le bénéfice de ces observations, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Peytral, Millies-Lacroix, de Selves, Doumer, Chéron, Couyba, Cornet, Hubert, Lhopiteau, Goy, Milliard, Lebert, Chapuis, Lintilhac, Fleury, Maurice-Faure, Morel, Beauvisage, Amic et Bérard.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Le maximum des centimes ordinaires sans affectation spéciale que les conseils généraux peuvent voter, en vertu des articles 40 et 58 de la loi du 10 août 1871, modifiés par la loi du 30 juin 1907, est fixé, pour l'année 1920 : 1^o à 25 centimes en ce qui concerne les contributions foncière et personnelle-mobilière; 2^o à 8 centimes en ce qui concerne à la fois les contributions foncière, personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le maximum des centimes ordinaires spéciaux que les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1920, pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux, est fixé à 15 centimes en ce qui concerne les quatre contributions visées à l'article précédent. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La Chambre des députés, d'accord avec le Gouvernement, a relevé de 10 à 15 le nombre des centimes que les conseils généraux sont autorisés à voter annuellement pour l'entretien des chemins vicinaux et pour des subventions, ainsi que je l'ai indiqué sommairement dans mon rapport. Mais il est certain que les travaux d'entretien n'ayant pas pu être exécutés pendant les années de la guerre que nous venons de traverser, les dépenses pour l'exécution des travaux qui vont s'imposer dès 1919 seront beaucoup plus considérables qu'en temps ordinaire, à raison de l'augmentation énorme du prix des matériaux, des matières premières et de la main-d'œuvre. C'est dans ces conditions que la Chambre des députés a donné aux conseils généraux la faculté de relever de 10 à 15 le nombre des centimes qui sont autorisés par la loi.

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. C'est d'accord avec le Gouvernement que le chiffre de 15 centimes a été voté par la Chambre des députés.

M. Pams, ministre de l'intérieur. En plein accord avec le ministre de l'intérieur.

M. le président. Les dépenses en matière de chemins vicinaux ont en effet doublé dans la plupart des départements. (Vive adhésion.)

M. le rapporteur général. La commission des finances aurait été d'avis qu'un relèvement supérieur fût inscrit si la Constitution l'avait permis. Voilà pourquoi, quel qu'il ait été notre désir, nous ne pouvions demander au Sénat de voter un chiffre supérieur à 15 centimes.

M. le président. Je mets aux voix l'article 2, avec le chiffre de 15 centimes, adopté par la Chambre des députés.

(L'article 2 est adopté.)

M. le président. « Art. 3. — En cas d'insuffisance des recettes ordinaires des départements pour faire face à leurs dépenses annuelles et permanentes, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1920, 20 centimes ordinaires portant sur les quatre contributions susvisées. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter pour des dépenses accidentelles ou temporaires, en vertu des articles 40 et 59 de la loi du 10 août 1871, modifiés par la loi du 30 juin 1907, est fixé, pour l'année 1920, à 12 centimes, portant sur les quatre contributions susvisées. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les contributions foncière, personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, en cas d'omission ou de refus d'inscription dans le budget départemental d'un crédit suffisant pour le paiement des dépenses obligatoires ordinaires ou extraordinaires ou pour l'acquittement des dettes exigibles, est fixé, pour l'année 1920, à 2 centimes. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Les conseils généraux ne pourront recourir aux centimes de toute nature portant à la fois sur les contributions foncière, personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes qu'autant qu'ils auront fait emploi des 25 centimes portant sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Ils n'auront de même la faculté de voter les impositions autorisées par des lois ou des décrets spéciaux pour des dépenses annuelles et permanentes qu'autant qu'ils auront fait emploi des centimes ordinaires mis à leur disposition par la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Les conseils généraux ne pourront voter les impositions extraordinaires autorisées par des lois ou des décrets spéciaux en vue de dépenses accidentelles ou temporaires qu'autant qu'ils auront fait emploi des centimes extraordinaires mis à leur disposition par la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1920, à 5 centimes sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. » — (Adopté.)

« Art. 10. — Le maximum des centimes extraordinaires et des centimes pour insuffisance de revenus que les conseils municipaux sont autorisés à voter et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'article 42 de la loi du 10 août 1871 et de la loi du 7 avril 1902, ne pourra dépasser, en 1920, trente centimes. » — (Adopté.)

« Art. 11. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix centimes, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt centimes. » — (Adopté.)

« Art. 12. — Les centimes pour frais d'assiette et non-valeurs sur le montant des impositions départementales et communales, ainsi que les centimes pour frais de perception des impositions communales et des impositions pour frais de bourses et chambres de commerce, continueront à être perçus, pour 1920, d'après les quotités fixées par les lois antérieures. » — (Adopté.)

« Art. 13. — Sont autorisées pour 1920 l'émission et la mise en recouvrement des rôles de prestations pour chemins vicinaux et ruraux, ainsi que des rôles spéciaux de la taxe vicinale. » — (Adopté.)

« Art. 14. — La taxe à percevoir en application des dispositions de la loi du 25 novembre 1916 relative aux mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail est fixée, pour 1920, à 13 dixmillimes par franc du principal fictif de la contribution des patentes pour les exploitations visées par la loi du 9 avril 1898, y compris tous les ateliers; à 5 dixmillimes par franc du principal fictif de la même contribution pour les exploitations exclusivement commerciales visées par la loi du 12 avril 1906, y compris les chantiers de manutention et de dépôt, et à 16 dixmillimes par hectare concédé pour les mines. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

12. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS PROVISOIRES APPLICABLES AU MOIS D'AOUT 1919

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Millies-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture, au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919; 2^o autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, le projet de budget ordinaire des services civils de 1919 ne pouvant être voté avant la fin de ce mois, le Gouvernement a demandé, par un projet de loi déposé le 22 juillet, les crédits nécessaires pour assurer la marche desdits services pendant le mois d'août, en même temps que l'autorisation de continuer, pendant ce mois, la perception des impôts et revenus publics.

La Chambre a voté ce projet de loi dans sa séance d'hier. Il vient de nous être transmis et la commission des finances, après en avoir délibéré, vous en propose l'adoption.

Les crédits sollicités s'élèvent à 918,931,564 francs pour le budget ordinaire et à 79 millions 514,689 fr. pour les budgets annexes.

Ils ont été calculés sur les dotations votées par la Chambre, telles qu'elles figurent au projet transmis au Sénat (n^o 321), mais en éliminant, en principe, toutes les augmentations qui ne sont pas la conséquence immédiate et obligatoire de lois votées antérieurement ou de l'inégale répartition des dépenses entre les divers mois de l'année.

En dehors des ouvertures de crédits, le projet de loi ne comporte que des dispositions n'appelant aucune observation, savoir :

Autorisation de percevoir les impôts et revenus publics jusqu'au 1^{er} septembre 1919;

Autorisation donnée au ministre des finances d'émettre des obligations amortissables pour subvenir, pendant le mois d'août, aux dépenses de la 2^e section du budget annexe des chemins de fer de l'Etat;

Fixation, pour le mois d'août 1919, du maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Par les motifs qui précèdent, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le présent projet de loi.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues, dont voici les noms : MM. Peytral, de Selves, Bérard, Hubert, Lucien Cornet, Amic, Jean Morel, Doumer, Maurice-Faure, Beauvisage, Henry Chéron, Fleury, Millières-Lacroix, Lintilhac, Lhopiteau, Couyba, Chapuis, Lebert, Goy et Milliard.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?

M. le rapporteur général. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, je désire présenter une brève observation au sujet d'une constatation faite à la lecture du compte rendu de la Chambre des députés. A l'occasion du projet de loi qui vous est soumis, des paroles ont été prononcées contre lesquelles il est nécessaire que la commission des finances et le Sénat tout entier élèvent leur protestation.

En présence du Gouvernement, qui a laissé passer ces paroles, il a été affirmé que le retard apporté au vote du budget provenait des lenteurs mises par le Sénat à son examen. (*Exclamations sur un grand nombre de bancs.*)

Or, le budget adopté par la Chambre des députés a été déposé, il y a à peine vingt jours, sur le bureau du Sénat, le 10 juillet; la commission des finances, après un labeur considérable, vient de terminer ses travaux et de déposer son rapport.

Cependant, la Chambre des députés a été saisie du projet de budget dès le 20 septembre 1918, et ce n'est qu'à la fin du mois de juin 1919 que cette Assemblée l'a adopté.

On peut ainsi juger de quel côté a été la lenteur. (*Très bien! très bien!*)

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat aux finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat aux finances.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, le Sénat ne s'arrêtera pas un instant, je l'espère, à l'idée que le Gouvernement ait pu prendre à son compte l'appréciation portée hier à la tribune de la Chambre et relevée ici par votre éminent rapporteur général.

On ne saurait, en effet, sans injustice, reprocher au Sénat d'avoir apporté des lenteurs à l'examen du budget. Bien au contraire, j'ai le devoir, au nom du Gouvernement, de rendre hommage au concours diligent que le Sénat tout entier et sa commission des finances en particulier lui ont toujours prêtés pour le vote des lois de finances. (*Applaudissements.*)

M. le rapporteur général. Nous ne pouvons que prendre acte des déclarations du Gouvernement en regrettant toutefois qu'elles n'aient pas été faites hier devant l'autre Assemblée. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

Elle est close.

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

TITRE 1^{er}

BUDGET ORDINAIRE DES SERVICES CIVILS ET BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET ORDINAIRE DES SERVICES CIVILS

§ 1^{er}. — *Crédits accordés.*

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 918,931,564 fr. et applicables au mois d'août 1919. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.
(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 79,514,689 fr. et applicables au mois d'août 1919. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

« Ils se confondront avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919. » — (Adopté.)

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

« Art. 4. La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée jusqu'au 1^{er} septembre 1919, conformément aux lois en vigueur.

« Continuera d'être faite pendant le mois d'août 1919, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes.

« Continuera également d'être faite pendant le même mois la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant le mois d'août 1919, aux dépenses de la deuxième section du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, à émettre dans les conditions déterminées par l'article 41 de la loi de finances du 13 juillet 1914, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 15,462,000 fr. » — (Adopté.)

TITRE II

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

« Art. 6. — Est fixé à 100 millions de francs, pour le mois d'août 1919, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux

caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

« Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants.....	212
Majorité absolue.....	107
Pour.....	212

Le Sénat a adopté.

13. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI TENDANT A PROROGER LES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

M. le président. La parole est à M. Louis Martin pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Louis Martin, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1^o à ajourner les élections partielles, départementales et communales; 2^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la 2^e série. (*Lisez! lisez!*)

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le projet de loi soumis à vos délibérations contient deux dispositions bien distinctes :

D'une part, il tend à décider qu'il ne sera procédé à aucune élection partielle aux conseils généraux et d'arrondissement ainsi qu'aux conseils municipaux avant le renouvellement de ces assemblées. Cette disposition est l'application pure et simple à l'année 1919 d'une mesure semblable prise pour les années 1915, 1916, 1917 et 1918.

Il est certain, en effet, qu'en l'absence d'un texte spécial, le Gouvernement se trouverait dans l'obligation de faire procéder à des élections partielles départementales et communales dans tous les cas prévus par les lois du 10 août 1871 et du 5 avril 1884; or il n'est pas contestable que des élections complémentaires ne se comprendraient guère pour ces assemblées dont les pouvoirs normaux sont épuisés et qui se trouvent — comme tout semble l'indiquer — à la veille de leur renouvellement général.

D'autre part, le Gouvernement nous propose de proroger les pouvoirs de la 2^e série des conseils généraux et d'arrondissement, qui viennent à expiration dans quelques

jours, et de décider, comme pour toutes les assemblées dont les pouvoirs ont été prorogés depuis 1914, qu'une loi ultérieure fixera la date à laquelle aura lieu le renouvellement.

La prorogation qui vous est ainsi demandée pour cette deuxième série est indispensable pour que les conseillers qui en font partie puissent prendre part respectivement aux travaux de la deuxième session ordinaire des conseils généraux qui va se tenir, suivant les départements, du 18 août à la fin de septembre et aux délibérations des conseils d'arrondissement dont la session annuelle va s'ouvrir le 4 août prochain.

Une semblable mesure a déjà été prise par la loi du 15 avril 1916 pour la première série de ces assemblées.

En conséquence, votre commission vous propose d'adopter le projet de loi tel qu'il vous est soumis.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Bérard, Louis Martin, Brindeau, Faisans, Catalogne, Combes, Cazeneuve, Daudé, Fleury, Guingand, Surreaux, Dron, Morel, Debierre, Lebert, Gaudin de Villaine, Guillier, Chapuis, Cauvin, Bonnelat.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il ne sera procédé à aucune élection partielle aux conseils municipaux, ainsi qu'aux conseils généraux et d'arrondissement, avant le renouvellement général de ces assemblées. »

Y a-t-il des observations sur cet article?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la deuxième série sont prorogés. Une loi ultérieure déterminera la date à laquelle aura lieu le renouvellement de cette série. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

14. — DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER DEUX ARTICLES DE LA LOI DU 29 JUILLET 1881

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881.

M. Savary, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

M. le rapporteur. Messieurs, la proposition de loi dont nous sommes saisis a pour objet la modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

L'article 13 est relatif au droit de réponse. Il décide que toute personne nom-

mée ou désignée dans un journal peut user du droit de réponse; que l'insertion demandée est gratuite si la réponse ne dépasse pas le double de la longueur de l'article qui l'a provoquée; que, si le double de cette longueur est dépassé, le surplus est dû, calculé d'après le tarif des annonces judiciaires.

Ce droit illimité a paru excessif. Une proposition de loi de l'honorable M. Cruppi, tendant à le réduire, fut adoptée par la Chambre, mais le Sénat ne l'accepta pas et il vota un texte établissant en substance les règles suivantes :

La longueur de la réponse est limitée à celle de l'article qui l'a provoquée. Toutefois, elle pourra atteindre 50 lignes si la longueur de l'article est moindre et elle ne pourra dépasser 200 lignes, quelle que soit la longueur de l'article. L'insertion est toujours gratuite.

A ces dispositions essentielles de l'article 13, la Chambre des députés n'a rien changé. Elle a apporté un changement au paragraphe 8 du même article, concernant l'exécution provisoire. Elle y a ajouté une double disposition prescrivant aux juges de statuer dans un délai de dix jours, sur les refus d'insertion, soit en premier ressort, soit en appel.

C'est d'ailleurs la seule modification qui ait été proposée par la commission. Une autre a été proposée en séance et votée, mais elle ne touche qu'à la rédaction. Très volontiers, nous acceptons l'une et l'autre modification.

L'article 34 est relatif aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts. Il n'en était pas question dans la proposition de M. Cruppi. Les modifications qui y ont été faites sont dues à l'initiative du Sénat.

Au premier paragraphe de l'article, vous avez tout d'abord rectifié une erreur matérielle et manifeste du législateur de 1881, qui avait visé les articles 29, 30 et 31 de la loi, au lieu des articles 31, 32 et 33.

En outre, dans ce même paragraphe où il est dit que les articles 29, 30 et 31 ne s'appliquent aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que si les auteurs de ces diffamations ou injures ont voulu porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants, vous avez ajouté aux héritiers les époux et les légataires universels.

La Chambre a accepté cette modification, mais, sans que l'on puisse bien voir dans la discussion comment et d'où est venue l'addition, le *Journal officiel* nous a appris que la Chambre avait ajouté au mot « héritiers » les mots « en ligne directe ». Cette addition n'était pas indispensable, car il est admis généralement que par « héritiers », il faut entendre les descendants, sans limitation de degré. Toutefois, comme l'addition est conforme à l'esprit de la loi de 1881, aussi bien que de la proposition du Sénat, nous aurions mauvaise grâce à la critiquer.

M. Guillaume Poule. Un frère est aussi un héritier, et il était peut-être indispensable de préciser : du moment qu'on ne mettait pas « descendants », il était utile de mettre « héritiers en ligne directe ». Pour ma part, je regrette que les mots : « en ligne directe » aient été ajoutés. La jurisprudence actuelle qui accorde le droit d'intervenir à tous les héritiers, se trouve ainsi modifiée dans un sens restrictif, alors cependant que le texte en discussion semble vouloir être plus large que l'article 34 de la loi de 1881. (Très bien!)

M. le rapporteur. Au second paragraphe, la rédaction a été modifiée par le Sénat, en vue de supprimer une équivoque qui divise la jurisprudence et les auteurs.

En somme, la Chambre et le Sénat sont d'accord sur la proposition de loi, et nous vous demandons de vouloir bien l'adopter telle qu'elle nous est revenue de la Chambre. (Applaudissements.)

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, je suis surpris, je l'avoue, par l'apparition à l'ordre du jour de cette proposition de loi.

J'ai pris autrefois une part active à la discussion qu'elle a suscitée et j'ai déposé un grand nombre d'amendements. Puis la Chambre a gardé cette proposition pendant des années et c'est ce matin seulement que j'ai trouvé dans mon dossier le rapport de l'honorable M. Savary.

M. le rapporteur. Le rapport a été distribué il y a plusieurs jours et ce n'est qu'après dépôt de son rapport que la discussion a été inscrite à l'ordre du jour.

M. Dominique Delahaye. Nous n'avons pas tenu séance la semaine dernière et j'avoue qu'il a passé pour moi inaperçu. Tenez-vous absolument, monsieur le rapporteur, à ce que la discussion en vienne dès aujourd'hui?

M. le rapporteur. J'y tiens absolument.

M. Dominique Delahaye. Aurai-je du moins le droit de faire quelques réflexions?

M. le rapporteur. Faites toutes celles que vous voudrez.

M. Dominique Delahaye. Oui, mais je n'ai pas encore eu le temps de lire votre rapport.

Moi seul, autrefois, ai combattu la proposition de loi et mes observations ont dû donner matière à réflexions, puisque la Chambre a mis plusieurs années avant d'en accepter le texte.

Si votre religion est suffisamment éclairée faut-il conclure que la mienne doit l'être également? le Sénat en décidera; mais il n'y a pas péril en la demeure à remettre cette discussion à la prochaine séance pour que je puisse joindre s'il le faut — et j'en suis convaincu — mon approbation à la vôtre.

M. le président. Demandez-vous le renvoi de la discussion à une prochaine séance?

M. Dominique Delahaye. Oui, monsieur le président.

M. le rapporteur. Nous avons examiné par deux fois cette proposition de loi, elle a fait l'objet de deux délibérations.

M. Dominique Delahaye. C'est moi surtout qui ai discuté.

M. le rapporteur. Ne m'obligez pas à ne voir que M. Delahaye parmi ceux qui ont pris la parole à ce moment : ceux qui ont cru devoir discuter l'ont fait et la discussion a occupé quatre ou cinq séances.

La proposition de loi nous revient après un assez long délai, c'est exact, mais le rapport que j'ai déposé, qui n'a que quelques pages, est d'autant plus simple à examiner que les modifications faites par la Chambre sont peu considérables. Je viens de les résumer.

Le rapporteur de la Chambre des députés a fait remarquer dans son rapport que le Sénat avait beaucoup modifié le texte précédemment voté par la Chambre mais qu'il l'avait beaucoup amélioré : en fait, à part une modification portant sur le fond, les autres ne sont que des modifications de rédaction.

Messieurs, cette proposition de loi est à

l'ordre du jour depuis deux séances. Je suis très occupé en ce moment, et je le serai beaucoup plus à partir du premier août. J'insiste donc auprès du Sénat pour que la discussion ait lieu immédiatement : dans le cas contraire je serais obligé de demander le retrait de l'ordre du jour alors qu'il y a quelque intérêt à ce que cette proposition soit votée le plus tôt possible. (*Très bien! très bien!*)

M. Dominique Delahaye. Si les modifications apportées à ce texte par la Chambre sont de minime importance, il est à supposer que nous serons d'accord, M. le rapporteur et moi. Néanmoins, puisqu'il n'y a ici, je ne dirai pas qu'un contradicteur, mais qu'un homme qui plus que peut être aucun de ses honorables collègues a étudié la question parce qu'il s'est trouvé en situation d'être documenté, pourquoi ne pas lui permettre de dire *Amen* en connaissance de cause? Le retard ne serait pas appréciable et si je découvre quelque chose qui mérite vos réflexions, il y aura tout avantage à ne pas m'obliger à voter à l'aveuglette.

M. le président. La commission s'oppose à la demande de renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure, présentée par M. Delahaye.

Je consulte le Sénat.

(Le Sénat décide de continuer la discussion.)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

M. Dominique Delahaye. Le Sénat n'est pas en nombre! Le quorum!

M. le président. Le vote est commencé. (Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Les articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 13. — Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique quotidien, sous peine d'une amende de 50 fr. à 500 fr. sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« En ce qui concerne les journaux ou écrits périodiques non quotidiens, le gérant, sous les mêmes sanctions, sera tenu d'insérer la réponse dans le numéro qui suivra le surlendemain de la réception.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

« Non compris l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature, qui ne seront jamais comptées dans la réponse, celle-ci sera limitée à la longueur de l'article qui l'aura provoquée. Toutefois, elle pourra atteindre cinquante lignes, alors même que cet article serait d'une longueur moindre, et elle ne pourra dépasser deux cents lignes, alors même que cet article serait d'une longueur supérieure. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux répliques, lorsque le journaliste aura accompagné la réponse de nouveaux commentaires.

« La réponse sera toujours gratuite. Le demandeur en insertion ne pourra excéder les limites fixées au paragraphe précédent en offrant de payer le surplus.

« La réponse ne sera exigible que dans l'édition ou les éditions où aura paru l'article.

« Sera assimilé au refus d'insertion et

puni des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts, le fait de publier, dans la région desservie par les éditions ou l'édition ci-dessus, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire.

« Le tribunal prononcera dans les dix jours de la citation sur la plainte en refus d'insertion. Il pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne l'insertion seulement, sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel. S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours de la déclaration faite au greffe.

« Pendant toute période électorale, le délai de trois jours prévu pour l'insertion par le paragraphe 1^{er} du présent article sera, pour les journaux quotidiens, réduit à vingt-quatre heures. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage du journal dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet, sous les peines édictées au paragraphe 1^{er}, l'heure à laquelle, pendant cette période, il entend fixer le tirage de son journal. Le délai de citation sur refus d'insertion sera réduit à vingt-quatre heures, sans augmentation pour les distances, et la citation pourra même être délivrée d'heure à heure sur ordonnance spéciale rendue par le président du tribunal. Le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire, mais en ce qui concerne cette insertion seulement, sur minute, nonobstant opposition ou appel.

« L'action en insertion forcée se prescrira après un an révolu, à compter du jour où la publication aura eu lieu. »

Quelqu'un demande-t-il la parole?

M. Dominique Delahaye. Je demande à M. le président de vouloir bien faire constater que, pour le vote, le Sénat n'est pas en nombre. Je réitère. Tout à l'heure vous m'avez dit que le vote était commencé; il est manifeste que, présentement, il n'est pas commencé. J'use du règlement

M. le président. Le bureau constate que le Sénat n'est pas en nombre.

En conséquence, la suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

15. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je vais consulter le Sénat sur le jour et l'heure de la prochaine séance.

Voix nombreuses. Dans un quart d'heure!

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs vous n'êtes point autorisés par le règlement à demander que la prochaine séance ait lieu dans un quart d'heure. Vous m'avez déjà fait une première fois cette mauvaise plaisanterie. Il sera établi une fois de plus, si vous voulez la réitérer, que vous n'avez pas le droit, d'après l'article 46 du règlement que j'ai déjà cité, de vous réunir dans un quart d'heure.

Voici le texte de cet article 46 :

« Le président avant de prononcer la clôture de la séance, consulte le Sénat sur le jour, l'heure et les objets de discussion de sa prochaine séance.

« L'ordre du jour ainsi réglé est affiché dans l'enceinte du palais et publié au *Journal officiel*. »

On ne peut faire cette publication au *Journal officiel* dans l'espace d'un quart d'heure. Si donc vous persistez à fixer le

prochaine séance à tout à l'heure, vous aurez violé votre règlement dans sa lettre et dans son esprit, et vous aurez mis la plus haute Assemblée du pays au-dessous de la moindre des sociétés par actions qui, lorsque le quorum n'est pas atteint doit renvoyer son assemblée générale à quinze jours de date.

La disposition à laquelle je viens de faire allusion n'a pas été mise en vain dans le règlement : je vous demande de la respecter.

Si vous aviez voulu éviter ce rappel au règlement, il fallait me donner le temps de discuter. Vous voulez faire tout à la vapeur; parce que vous êtes le nombre, vous voulez l'emporter. J'ai pour moi le règlement. violez-le si vous voulez : ce ne sera pas la première fois; mais il sera établi devant le pays que vous l'aurez délibérément violé.

M. le président. Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance publique?

Voix nombreuses. Aujourd'hui! — A dix-sept heures!

M. le président. Je consulte le Sénat sur la fixation de la prochaine séance à aujourd'hui même à dix-sept heures.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le Sénat tiendra une 2^e séance publique aujourd'hui, à dix-sept heures, avec la suite de l'ordre du jour précédemment fixé pour la séance de ce jour.

Personne ne demande la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures quarante-cinq minutes.)

*Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.*

Annexes au procès-verbal de la 1^{re} séance du 30 juillet 1919.

SCRUTIN (N^o 60)

Sur l'ensemble du projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine.

Nombre des votants.....	220
Majorité absolue.....	111
Pour l'adoption.....	220
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Amic. Aubry. Audren de Kerdel (général).

Beauvisage, Belhomme, Bepmale, Bérard (Alexandre), Bienvenu Martin, Blanc, Bodinier, Boivin-Champeaux, Bollet, Bonnelat, Bony-Cisternes, Boucher (Henry), Boudenoot, Bourganell, Bourgeois (Léon), Brager de La Ville-Moysan, Brindeau, Bussiére, Butterlin.

Cannac, Capéran, Castillard, Catalogne, Cauvin, Cazeneuve, Chapuis, Charles Chabert, Charles Dupuy, Chastenet (Guillaume), Chauveau, Chéron (Henry), Clemenceau, Codet (Jean), Colin (Maurice), Combes, Cordelet, Courrégelongue, Couyba, Crémieux (Fernand), Cuviniot.

Darbot, Daudé, Debierre, Defumade, Dehove, Delahaye (Dominique), Delhon, Dellestable, Deloncle (Charles), Destieux-Junca, Develle (Jules), Doumer (Paul), Doumergue (Gaston), Dron, Dupont, Dupuy (Jean).

Elva (comte d'), Ermant, Estournelles de Constant (d').

Fabien Caubron, Faisans, Farny, Félix Martin, Fenoux, Flaissières, Fleury (Paul), Forsans, Fortin, Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gérard (Albert). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéranflech (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascaraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Monier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. M. Peytral. Philipot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Poulle.

Quesnel.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de).

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Dubost (Antonin).
Humbert (Charles).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bersey.
Empereur.
Flandin.
Trystram.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	221
Majorité absolue.....	111
Pour l'adoption.....	221
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 61)

Sur l'ensemble du projet de loi portant : 1^o ouverture au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919 de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 ; 2^o autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.

Nombre des votants.....	212
Majorité absolue.....	107
Pour l'adoption.....	212
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilon. Albert Peyronnet. Amic. Aubry. Audren de Kerdrel (général). Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bienvenu Martin. Blanc. Rodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot.

Bourganel. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussiére. Butterlin.

Cannac. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles. Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Cuvinet.

Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Dehove. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dron. Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Ermant. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Fleury (Paul). Forsans. Fortin.

Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Cenet. Genoux. Gérard (Albert). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guilloteaux. Guingand. Hayez. Henri (Michel). Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranflech (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Leblond. Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascaraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philipot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Poulle.

Quesnel.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de).

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin.
Capéran.
Dubost (Antonin).
Freycinet (de).
Gaudin de Villaine. Guérin (Eugène).
Humbert (Charles).
Lebert.
Selves (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bersez.
Empereur.
Flandin.
Trystram.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	212
Majorité absolue.....	107
Pour l'adoption.....	212
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 72^e SÉANCE

2^e séance du mercredi 30 juillet.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Dépôt, par M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice, au nom de M. le ministre du ravitaillement et de l'agriculture et de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'achèvement du canal d'irrigation de Ventavon (Hautes-Alpes). — Renvoi à la commission des finances. — N° 385.
3. — Dépôt, par M. Guillaume Chastenet, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1916. — N° 383.

Dépôt, par M. Dron, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Dron et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder extraordinairement le bénéfice de la loi du 12 juillet 1905 aux juges de paix de 1^{re} et de 2^e classe dans les régions libérées. — N° 386.

Dépôt d'un rapport de M. Catalogne sur la proposition de loi de M. Catalogne, ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 153, 156, 416 et 1033 du code de procédure civile. — N° 387.

4. — Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, portant modification des articles 13 et 31 de la loi du 29 juillet 1881 :

Sur l'article unique (art. 34) : MM. Dominique Delahaye, Henry Chéron, Savary, rapporteur, et Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice.

Adoption de l'article unique de la proposition de loi.

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la grande guerre :

Discussion générale : MM. Louis Martin, rapporteur ; Paul Doumer, président de la commission, et Vieu.

Discussion des articles :

Art. 1^{er} : MM. Simonet, Louis Martin, rapporteur, et Gaudin de Villaine. — Adoption.

Art. 2 à 5. — Adoption.

Art. 6 : MM. Simonet, Dominique Delahaye et Laffère, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. — Adoption.

Art. 7 à 9. — Adoption.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi.

6. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 3, paragraphe 2, de la loi du 5 août 1899, relative au casier judiciaire et à la réhabilitation de droit, modifiée par la loi du 11 juillet 1900 :

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

7. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie :

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence.

Adoption des treize articles et de l'ensemble du projet de loi.

8. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Cornet, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1916 sur les caisses d'épargne. — Renvoi à la commission relative aux caisses d'épargne, nommée le 16 mars 1914. — N° 389.